Oublier, c'est trahir — Se souvenir, c'est servir

67e Année. - N° 193. — Le numéro : 15 centimes — MERCREDI 12 JUILLET 1922

OLIVER
MACHINE A ÉCRIRE
de grande puissance
à barres, à caractères
DOUBLES
Les meilleurs prix.
A. CLAUDE
Agent général direct pour
le Nord, LILLE,
84, RUE NATIONALE, 84

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS — Nord et limitrophes. 3 mois, 12.00 ; 6 mois, 23.00 ; 1 an, 45.00. — France et Belgique. » 13.00 ; » 25.00 ; » 48.00. — Union postale ..... » 22.00 ; » 43.00 ; » 82.00.

REDACTION - ANNONCES - ABONNEMENTS — ROUBAIX : 7, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter. 1199. TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 37. Chèques postaux 87 Lille

IL N'EST PLUS PERMIS
d'écrire à la main
puisque A. CLAUDE
84, RUE NATIONALE, 84
LILLE
livre des machines à écrire d'occasion — presque neuves — à des conditions méconnues jusqu'alors.
(Lui en demander la liste)

LA TRADITION SOCIALE FRANÇAISE

Au Congrès de la Mutualité, qui a eu lieu dimanche à Lille, M. Strauss, ministre de l'Assistance Sociale, a prononcé des paroles qu'il faut retenir. Quelques-unes dépassent le sujet qui les a provoquées. Elles doivent dépasser aussi les limites de l'auditoire pour qui elles ont été dites, franchir les portes de la salle où elles ont été prononcées, retentir au dehors.

Dans son toast, à midi, M. Strauss avait dit : « L'heure nous presse d'agir. Nous ne pouvons nous placer indéfiniment devant le devoir de demain. Il faut, pour aboutir, faire abstraction de ce qui nous divise, pour ne retenir que ce qui nous rapproche ». Fort belles paroles et que nous n'avions guère coutume d'entendre avant la guerre, mais assez vagues et générales.

A la Société Industrielle, le soir, le ministre de l'Assistance Sociale a précisé sa pensée, il en a montré les fondements. Et, rappelant dans le passé l'histoire sociale de ce pays de France, il a prononcé les noms, évoqué les images de ceux qui ont composé cette histoire, qui ont vécu et pensé le plus intensément la vie et la pensée sociale françaises. Et ce sont des noms de catholiques qui sont montés à ses lèvres :

Il faut « lutter contre les misères, préparer un régime meilleur, se ruer à l'assaut, selon la forte parole de Pasteur, contre les forces du mal. »

Et au nom de ce grand savant catholique il en a ajouté un autre. « Nous suivons, a-t-il déclaré, à travers la révolution, la tradition de saint Vincent de Paul. Les moyens changent. La pensée reste la même ».

D'anciens ministres, des sénateurs, des députés, assistaient à cette cérémonie. Et l'on ne peut s'empêcher de songer que tel d'entre eux a été et reste l'irréductible adversaire de l'institution et de la pensée catholiques et ne cesse d'en dénoncer, tour à tour, le péril ou l'infirmité. La sincérité de M. Strauss jettera-t-elle dans leur cœur ou leur intelligence quelque lumière? Ne saurons-nous pas enfin, Français, exalter, sans préjugé, vis-à-vis de nos concitoyens et du monde, nos gloires nationales et proprement françaises, toutes nos gloires, sans exception, et particulièrement les hommes dont l'œuvre et la vie nous apparaissent à la fois comme la vivante illustration des aspirations morales de leur époque et comme les principaux ouvriers de l'avenir.

Ce fut le cas précisément d'un Vincent de Paul, célébré par M. Georges Goyau dans son « Histoire de la France religieuse », ce « très grand saint français dont l'action extraordinaire s'aperçoit dans toutes les démarches de la pensée religieuse française à son époque, l'unique et multiple M. Vincent ».

La bienfaisance n'est le monopole de qui que ce soit. Des laïques et des incroyants pratiquent admirablement la « religion de la souffrance humaine ». Mais pourquoi ne pas reconnaître les leçons de l'histoire, même si cette histoire est l'histoire chrétienne ? Pourquoi ne pas rendre justice aux entreprises sociales, même quand elles sont cela : des démarches de la pensée religieuse française, un mouvement naturel à l'âme française, mais facilité, soutenu, élargi par la charité chrétienne.

Réjouissons-nous de ce qu'un ministre ose dire : « Les moyens changent. La pensée est la même »; de ce qu'il ne ferme pas les yeux quand il voit émerger, du passé français, les grandes figures catholiques, et de ce qu'il sache dire à ses contemporains : « Voilà ceux que nous reconnaissons comme nos maîtres ou comme nos modèles ».

J. C...

LA QUESTION DU PROCHE ORIENT

L'Angleterre accepte la proposition française

Londres, 11 juillet. — Suivant une information de l'agence Reuter, les gouvernements de France et d'Angleterre ont échangé des communications actives, ces temps derniers, au sujet de la question du Proche-Orient.

La semaine passée, le gouvernement britannique a informé, par une note, le gouvernement français qu'il acceptait la proposition française, d'une conférence entre les trois gouvernements alliés et les représentants de la Grèce et de la Turquie, dans le but de trouver une base pour la paix dans le Proche-Orient.

Toutefois, l'acceptation britannique est subordonnée à certaines conditions, lesquelles, espère-t-on, auront pour effet de laisser intact le programme de Paris et d'empêcher, de la part des Turcs, tout recours à une tactique d'atermoiement.

Le lieu de la conférence n'a pas encore été fixé.

A LA HAYE

Tchitcherine en disgrâce

On mande de La Haye que, de source russe, on laisse à entendre que M. Litvinoff aurait des chances de succéder à M. Tchitchérine, tombé en disgrâce, pour le commissariat des affaires étrangères.

Le véritable pouvoir serait exercé à Moscou par le comité de la IIIe Internationale, dans lequel MM. Radek, Bombauchi, Boukharine et Sadoul seraient tout puissants.

TCHITCHERINE

Ce serait sur le rapport de Sadoul que le projet d'accord italo-russe n'aurait pas été ratifié.

L'ATTITUDE DE LA BELGIQUE

Bruxelles, 11 juillet. — D'après l' « Etoile Belge », le Conseil de cabinet, tout en suggérant à la délégation belge de ne prendre une décision que d'accord avec les délégués des autres puissances occidentales, a décidé de lui laisser toute liberté en ce qui concerne l'attitude à prendre au sujet de la continuation de la conférence de La Haye.

LA REVUE DU 14 JUILLET A PARIS

La participation du 34e régiment d'aviation

Paris, 11 juillet. — Si les circonstances atmosphériques le permettent, le 34e régiment d'aviation prendra part à la revue du 14 juillet, non plus comme par le passé, en fournissant de tristes piquets à pied de mécaniciens et de pilotes, mais en défilant à sa place, c'est-à-dire dans le ciel de Longchamp. Ainsi en a décidé M. Maginot, ministre de la guerre, et ce défilé aérien ne comportera pas un tournoiement d'avions livrés au caprice de leurs équipages, mais bien une succession ordonnée et régulière d'escadrilles, sous les ordres de leurs chefs.

La distribution des prix aux lauréats du concours général

Discours de MM. Millerand et Léon Bérard

Paris, 11 juillet. — M. Millerand a présidé ce matin, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la distribution solennelle des prix aux lauréats du concours général qui vient d'être rétabli cette année. Sur l'estrade d'honneur, avaient pris place, à côté du Président de la République, MM. Léon Bérard, Chéron, le baron de Gaiffier d'Hestroy, Mgr Cerretti, MM. Lanson, Lyon, Caen, Allier, etc.

Dans le vaste hémicycle, étaient groupés par ordre d'enseignement et en robe, les professeurs des facultés et des lycées, places derrière leurs doyens.

Au début de la séance, M. Léon Bérard a prononcé un discours, célébrant le culte des humanités classiques.

M. Millerand a pris ensuite la parole: « La France victorieuse et meurtrie, dit-il, a besoin d'hommes. Elle demande aux maîtres de la jeunesse de lui former moins des techniciens que des esprits droits et des caractères. La culture désintéressée des humanités a fourni assez de preuves éclatantes de sa valeur, pour justifier ceux qui demeurent fortement attachés à cette discipline. »

De nombreux applaudissements ont salué ce discours. Après quoi, il a été procédé à la distribution des prix aux lauréats.

L'ACTION BOLCHEVISTE A PARIS

L'enquête sur le vol des documents russes révèle un vaste complot

Paris, 11 juillet. — D'après une enquête minutieuse, l'affaire du vol des documents russes se double d'une grave affaire politique.

La preuve a été établie que des agents bolchevistes, venus depuis peu à Paris, étaient chargés de plusieurs missions, dont la plus importante était la suppression de deux éminents hommes politiques français, connus pour leurs sentiments d'intransigeance à l'égard des Soviets.

L'enquête permettrait également d'établir que les Soviets auraient proposé à l'Allemagne d'attaquer — sans déclaration préalable — la Pologne. Celle-ci écrasée, les deux alliées se seraient tournées contre la France.

Les vols de la rue Vineuse

L'origine de cette affaire est le vol commis, il y a trois semaines, à la « Constituante Russe », rue de Vineuse. Des documents et dossiers peu importants ont été enlevés. La somme de 800 francs aurait aussi été volée par un Russe, Kotelnikoff.

Une organisation importante

L'enquête dit que, si les documents volés n'ont aucune valeur sérieuse, elle a permis de découvrir une organisation mystérieuse, où seraient affiliés des bolchevistes dangereux et d'anciens membres du parti monarchiste.

Deux Russes se seraient suicidés

Le bruit court que deux Russes, compromis dans cette affaire, se seraient suicidés en absorbant du poison.

LES REPARATIONS

On parle de nouveau d'un emprunt international

Londres, 11 juillet. — On mande de Berlin au « Daily News » que des informations sont parvenues au gouvernement allemand qui envisage le placement d'un emprunt international d'ici l'automne.

Le produit de cet emprunt serait placé entre les mains du gouvernement allemand pour le paiement des réparations.

D'autre part, le correspondant du « Daily Telegraph » à Berlin télégraphie qu'il y a lieu de crire qu'un prêt substantiel serg finalement accordé à l'Allemagne.

L'ECHEANCE DU 15 JUILLET

Il paraît ressortir des conversations préliminaires, que le Reich fera face à l'échéance du 15 juillet, que pour l'avenir un moratorium sera sans doute demandé touchant les paiements en espèces, bien qu'on ne puisse savoir, dès maintenant, si ce moratorium devrait s'appliquer, dans la pensée des porte-paroles allemands, à l'année en cours.

On croit savoir, d'autre part, que les délégués alliés n'ont pas caché que l'Allemagne était en grande partie responsable de la chute du mark, et ils n'ont pas hésité à répondre que, dans ces conditions, il leur était impossible, pour l'instant, d'émettre une opinion tant qu'ils n'auront pas reçu le rapport du Comité des garanties.

Mgr Chassagnon, évêque d'Autun

Mgr Chassagnon, dont on a annoncé la translation au siège d'Autun, est né à Bas-en-Basset, au diocèse du Puy, en 1864.

Ses études furent faites à Lyon à l'école cléricale du Prado et au Grand Séminaire.

Ordonné prêtre en 1889, il fut successivement professeur au Prado et à Usson, vicaire et aumônier dans divers postes. En 1909, il était nommé chanoine honoraire et sous-directeur des œuvres diocésaines à Lyon. En 1915, il devenait vicaire général de Lyon pour la région de Saint-Etienne, protonotaire apostolique le 4 avril 1916, provicaire capitulaire en mai 1916. En 1917, il fut élu évêque titulaire de Modra et sacré le 10 octobre.

Un grave accident d'autobus à Paris

Paris, 11 juillet. — Un grave accident s'est produit à Paris. A minuit, un autobus de la ligne Porte Saint-Ouen-Square du Temple, en faisant un virage trop court, place de la Bourse, la lourde voiture monta sur le trottoir et blessa un garçon de café et plusieurs consommateurs assis à une terrasse.

Le garçon de café, Eugène Galtier, eut le nez arraché et plusieurs contusions. Trois autres personnes furent blessées légèrement.

Le chauffeur, Omer Moonin, 23 ans, explique l'accident en disant que ses freins ont mal fonctionné.

Démission du général espagnol Berenguer

Madrid, 11 juillet. — Le gouvernement espagnol a accepté la démission du général Berenguer de son poste de haut commissaire au Maroc.

Le président du Conseil confirme que le général Berenguer a présenté sa démission au ministère des Affaires étrangères.

LE GENERAL ESPAGNOL BERENGUER

Selon le « Libéral », le général Weyler a déclaré, dans les couloirs du Sénat, qu'il se proposait d'intervenir vendredi prochain, dans les débats qui s'engageront sur les responsabilités encourues par le général Berenguer touchant son action au Maroc, car, son avis personnel est que le haut commissaire est seul responsable des événements qui se produisirent au Maroc espagnol.

La Mission française de retour de Haute-Silésie

LE GENERAL LE ROND A PARIS

Paris, 11 juillet. — Le général Le Rond, président de la commission interalliée du gouvernement de Haute-Silésie, et Mme Le Rond, venant de Strasbourg par train spécial, sont arrivés ce matin, à 10 h. 20, à Paris, par la gare de l'Est. Le général a été salué à sa descente du train par ses officiers d'état-major, par M. Aujubault, ancien préfet, par le secrétaire général de la Compagnie des chemins de fer de l'Est et par un grand nombre d'amis.

Une gerbe de fleurs a été offerte à Mme Le Rond.

Un télégramme du président du Conseil des ministres polonais au général Le Rond

Varsovie, 11 juillet. — Le président du Conseil des ministres, M. Sliwinski, a adressé au général Le Rond, président de la Commission interalliée, une dépêche pour lui exprimer sa reconnaissance ainsi qu'à tous les membres de la Commission et l'assurer que le souvenir de leur séjour en Haute-Silésie vivra toujours dans la reconstitution de l'unité de la patrie polonaise.

Mgr Rolland-Gosselin serait nommé évêque de Montpellier

Le bruit court que Mgr Rolland-Gosselin, évêque auxiliaire de Paris, serait nommé évêque de Montpellier.

Un Américain meurt à l'âge de 134 ans

On mande de Greasy-Creek (Kentujky), au « New-York Herald », que M. Shell, surnommé l'oncle Jeannot, vient de mourir dans cette ville à l'âge de 134 ans.

C'était le plus vieil habitant de cette partie de la région. L'oncle Jeannot était encore très actif et remarquablement bien conservé pour son âge. Il jouissait de toutes ses facultés.

Les spasmes de La Haye

La Conférence de La Haye s'achemine rapidement vers la rupture définitive, à moins d'un revirement subit et suspect des Russes ; le gouvernement allemand avertit la Commission des réparations qu'il se voit dans l'obligation de suspendre ses paiements pendant deux ans, si on ne vient pas au secours de ses finances.

Le fiasco de La Haye ne nous surprend pas : il est la conséquence de la tactique des délégués soviétiques, qui persistent à solliciter des crédits immédiats, mais qui se refusent à accorder les garanties indispensables qui eussent permis de leur consentir l'avance qu'ils réclament. Ce jeu singulier de MM. Litvinoff et Krassine ne peut s'expliquer que par le désir qu'ils éprouvent de diviser les Alliés et de pêcher en eau trouble. Ils comptaient évidemment sur les divergences qui se sont continuées depuis Gênes entre certains alliés sur la question des biens privés. Leur attitude a été toutefois tellement odieuse, ils ont si bien prouvé qu'ils se moquaient de l'assemblée devant laquelle ils comparaissent, qu'ils ont provoqué une déclaration de solidarité des délégués de l'Entente contre eux.

De sorte que si, comme il est probable, la proposition de la France est acceptée par les Alliés, proposition qui consiste à rompre avec les délégués soviétiques après une dernière tentative en vue d'obtenir d'eux une réponse précise, Litvinoff et ses collègues devront rentrer bredouilles. Ils auront sauvé la doctrine au détriment de la caisse qui restera vide. Cette solution sera-t-elle du goût des affamés de Russie qui ne voient leur salut que dans un secours de l'étranger? J'en doute. Aussi n'y aura-t-il rien d'étonnant si les représentants de Moscou cherchent à prolonger les pourparlers en se montrant brusquement moins intransigeants.

C'est pourquoi il semble que les délégués alliés à La Haye ont adopté la plus regrettable des procédures en envoyant un nouveau questionnaire à MM. Litvinoff et Krassine. Ils sont suffisamment édifiés à l'heure présente sur la mauvaise foi du gouvernement de Moscou pour se dispenser d'insister. C'est avec un pareil système que les Alliés finissent par perdre toute autorité et tout prestige vis-à-vis de leurs adversaires.

Certains plénipotentiaires expriment les scrupules qui les empêchent de brusquer le dénouement par le fait que l'opinion publique de leur pays ne comprendrait pas « qu'ils n'aient point poussé jusqu'aux dernières limites l'esprit de bienveillance vis-à-vis des soviets ». N'estiment-ils donc pas que ces limites sont atteintes? Il nous paraît qu'elles sont même dépassées depuis quelque temps.

L. G...

Une exécution capitale à Evreux

Evreux, 11 juillet. — Ce matin a été exécuté Léon Cicquel, auteur de l'assassinat de Mme Rosse, cultivatrice, et de sa fille aînée, au Chesne.

A son réveil le condamné à mort n'a donné aucun signe d'émotion, mais il a versé seulement quelques larmes après avoir entendu la messe. Il a bu deux verres de rhum avant la suprême toilette pendant laquelle il n'a prononcé aucune parole. A 4 h. 25 justice était faite.

Cette exécution est la troisième qui a été faite à Evreux depuis 1920.

UNE COLLISION DE TRAINS EN ESPAGNE

DOUZE MORTS, NOMBREUX BLESSÉS

Madrid, 11 juillet. — Dans la matinée, en gare de Paredès, près de Palencia, le train rapide venant de Galice, est entré en collision avec le train-poste d'Asturies. Les deux trains sont entièrement démolis.

On a retiré des décombres 12 morts.

Le nombre des blessés, très important, n'est pas encore connu.

Un dirigeable explose au Japon

Tokio, 11 juillet. — Le dirigeable naval arrivé d'Angleterre au Japon, en avril dernier, a fait explosion, ce matin, à Tokio. Il a été complètement détruit ainsi que son hangar. On ne signale aucune victime.

Un traître condamné à mort

Budapest, 11 juillet. — Le tribunal militaire a condamné à mort l'ex-lieutenant de réserve Somlyai pour avoir essayé de trahir d'importants secrets militaires hongrois au bureau d'espionnage tchèque de Pozsony.

LA SEMAINE SOCIALE DE STRASBOURG

(31 JUILLET AU 6 AOUT)

Le rôle de l'Etat dans la vie économique

Nos lecteurs savent que la prochaine Semaine sociale de France se tiendra, à Strasbourg, du 31 juillet au 6 août.

Nous avons indiqué dernièrement les grandes lignes du programme de cette quatorzième session dont le sujet est: « Le rôle de l'Etat dans la vie économique ».

La Semaine Sociale de Strasbourg gardera le caractère, les tendances et l'esprit des précédentes Semaines. Elle se maintiendra, en conséquence, à l'écart des partis, sur le large terrain du désintéressement social et du loyalisme civique.

La pensée directrice des fondateurs des Semaines Sociales tient en quelques mots:

Catholiques convaincus et fidèles, ils veulent montrer que la religion catholique fournit le fondement, l'esprit directeur et les lignes essentielles de la sociologie véritable, et que seule une sociologie procédant d'elle peut pleinement répondre aux exigences de l'ordre social.

D'où le double caractère de la méthode adoptée: le premier qui consiste à approfondir, sous le contrôle de l'Eglise, les enseignements sociaux catholiques, afin de garder toujours plus vive la conviction de l'effort à exercer et plus complète l'intelligence des principes à invoquer; le second qui porte à étudier les faits actuels, matière des réformes de l'avenir, afin d'aboutir à une organisation à la fois plus conforme aux principes catholiques et plus favorable au bien commun.

Ceci dit, voici quelques détails sur ces cours qui débuteront le 31 juillet par une messe du Saint-Esprit au Collège St-Etienne, avec un discours de Mgr Ruch, évêque de Strasbourg; puis par une leçon d'ouverture de M. Eugène Duthoit, sur cette question: «Comment adapter l'Etat à ses fonctions économiques. »

M. Max Turmann parlera de l'Aspect national des problèmes économiques sur ce thème:

Les problèmes économiques n'intéressent pas seulement les individus mais également les collectivités nationales, c'est-à-dire l'Etat. — Pourquoi l'Etat a-t-il été conduit à avoir une politique du fer, du charbon, du pétrole, du blé ou des forces hydrauliques? — Mais les « nationalismes économiques » doivent se concilier avec une certaine coopération internationale.

LES LEÇONS DOCUMENTAIRES

Voici dans quel ordre se dérouleront ensuite les « leçons documentaires de la Semaine Sociale »:

Mardi 1er août. — I. Une nouvelle forme de participation aux bénéfices: M. Emile Romanet, industriel à Grenoble; II. La formation de l'élite agricole par les Semaines rurales: M. Jean Terrel; III. Les Caisses de crédit immobilier et le problème de l'habitation: M. M. Deslandres.

Mercredi 2 août. — I. Rôle de l'assistance publique et de la bienfaisance privée en Alsace-Lorraine: Mgr Muller-Simonis; II. Les Syndicats d'employés et d'ouvriers: M. Gaston Tessier, secrétaire général de la C.F.T.C.; III. La participation du personnel dans les chemins de fer: M. F. de Ramel, député du Gard.

Jeudi 3 août. — I. Les familles nombreuses devant la loi: M. le Dr Thibout, député de la Seine; II. L'apprentissage et les Chambres de métier: M. Maurice Lacoin.

Vendredi 4 août. — I. La Chambre des métiers d'Alsace: M. Nominé, maire de Sarreguemines; II. Les Secrétariats sociaux.

Samedi 5 août. — Le rôle économique des municipalités: M. Keppi, adjoint au maire de Strasbourg.

LES ASSEMBLÉES GENERALES DU SOIR

Le soir se tient une assemblée générale qui, le 2 août, sera présidée par M. Beudant, doyen de la Faculté de droit de l'Université de Strasbourg, avec ce programme:

Le mouvement catholique social depuis la dernière Semaine sociale: M. Philippe de Las Cases.

Le Conflit du droit et des intérêts: S. G. Mgr Julien évêque d'Arras.

Vendredi 4 août. — Assemblée générale, sous la présidence de M. H. Carton de Wiart, ministre d'Etat, ancien président du Conseil de Belgique.

Le Conflit des forces matérielles et des forces morales dans la vie internationale, conférence de M. René Pinon, rédacteur à la « Revue des Deux-Mondes ».

Le dévouement civique, discours de M. l'abbé Thellier de Poncheville.

Une assemblée populaire alsacienne aura lieu le samedi 5 août, sous la présidence de M. le député Bilger, avec ce programme:

Les travailleurs chrétiens et le problème économique.

M. J. Zirnheld président de la C. F. T. C.

L'initiation des travailleurs chrétiens aux problèmes économiques: le R. P. Rutten, directeur du Secrétariat général des Œuvres sociales de Belgique.

DERNIÈRE HEURE

LA DETTE DE L'ALLEMAGNE

Près de 18 millions de marks-or imputés sur le prochain versement

Paris, 11 juillet. — La Commission des réparations publie le communiqué officiel suivant:

Conformément à sa décision du 21 mars 1922, fixant les versements à effectuer par l'Allemagne, au cours de l'année 1922, la Commission des réparations, au cours de sa séance de ce jour, a décidé d'imputer, sur le prochain versement à faire par l'Allemagne, une somme de 17 millions 802.602 marks-or, représentant les intérêts portés par le fonds de réserve de la Commission et les payements faits par le Gouvernement du Luxembourg pour le charbon et par l'alliance textile pour les matières colorantes livrées du 1er novembre 1921 au 30 juin 1922.

LES FUNÉRAILLES DU BEY DE TUNIS

Tunis, 11 juillet. — Aussitôt les cérémonies de la levée du corps terminée, à Kasser-Sayd, le Résident et le Bey rentrent à Tunis et pénètrent dans le petit oratoire de Sidi-Taz devant lequel le cortège s'est arrêté.

Le Résident et le Bey sont entourés des ministres et dignitaires du général Robillot, commandant la division d'occupation; de l'amiral Varney, préfet maritime; du prince Azeddine, fils aîné du nouveau Bey; des chefs des services, du clergé, des assemblées élues et des consuls étrangers.

Au Dar el Bey, voisin de la petite mosquée, Sidi Taz Bey reçoit les condoléances des personnes du cortège officiel, de la colonie française, et de la population musulmane, pendant que le cortège funèbre continue sa marche. Le corps est aussitôt transporté sous la grande coupole, où sont enterrés les anciens Beys régnants. Les dernières prières sont dites, puis le corps est extrait de la bière et seulement recouvert d'un linceul, il est descendu dans la fosse qui sera sa dernière demeure. Aussitôt l'inhumation terminée, le prince Ismaïl, nouveau Bey de Camp reçoit les condoléances. Puis la foule se retire lentement.

Un télégramme de M. Millerand au nouveau Bey de Tunis

Paris, 11 juillet. — Le Président de la République a adressé le télégramme suivant au nouveau Bey de Tunis:

La mort de votre regretté parent, dont j'avais été personnellement à même d'apprécier les qualités éminentes et pour lequel j'avais la plus vive sympathie, m'a causé une profonde tristesse.

Je prie Votre Altesse d'agréer mes sincères condoléances à l'occasion du deuil qui vient de frapper la Tunisie et la famille beylicale.

Je fais les vœux les plus ardents, pour que, sous le règne de Votre Altesse, la Tunisie, unie à la France par des liens indissolubles, continue sa marche vers un avenir de prospérité et de progrès.

Une prochaine entrevue à Londres entre MM. Lloyd George et Poincaré

Londres, 11 juillet. — L'Agence Reuter croit savoir que dans les milieux bien informés on considère comme probable que M. Poincaré va être convié à venir à Londres dans un avenir assez rapproché pour discuter avec M. Lloyd George la question des réparations dues par l'Allemagne, en tenant compte de la situation financière actuelle de cette dernière.

LÉGION D'HONNEUR

PROMOTIONS DU 14 JUILLET

Paris, 11 juillet. — Est élevé à la dignité de grand'croix, le général de division Berthelot, membre du Conseil supérieur de la guerre.

Sont promus à la dignité de grand officier, les généraux de division de Lobit, Falque, Louis Mordacq, Legallais et le général de brigade Usband.

Sont promus au grade de commandeur, les généraux de brigade Bard, de Montluisant, Guyot, Hallier, de Champiaux, Alexandre, Mochet, Fabia, Querette, le contrôleur général de 2e classe Dresch, l'intendant militaire Bertrand, le médecin inspecteur Basseres, les colonels d'infanterie le Bouffy, Pellec, Roussel, Plaudet, le colonel de cavalerie Merle de la Bruglère de Laveaucoupet, le colonel de gendarmerie Clément, les colonels d'artillerie Fouch, Solomian, Gros, le colonel du génie Dumon, le colonel d'infanterie coloniale Lacour, le chef de bataillon coloniale Gialatte.

Est promu chevalier, M. Dufour, officier d'administration de 1re classe, en non activité, pour infirmités temporaire à Tourcoing.

A LA HAYE

DES QUESTIONS DÉCISIVES SERONT POSÉES AUJOURD'HUI AUX RUSSES

La Haye, 11 juillet. — C'est demain mercredi que les délégués rencontreront les Russes et leur poseront au sein des deux Commissions des biens privés et des crédits, des questions que l'on a des raisons de croire être les dernières.

Une explosion près de Cuxhaven

TRENTE VICTIMES

Hambourg, 11 juillet. — Une violente explosion s'est produite cet après-midi, au dépôt de mines de Groden, près de Cushaven. Un incendie s'aperçoit à l'emplacement de l'explosion. Il y aurait une trentaine de victimes.

DERNIERES NOUVELLES LOCALES

Un incendie à la Filature du Nord à Wasquehal

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons qu'un violent incendie s'est déclaré dans les vastes établissements industriels de la société « La Filature du Nord », rue Pasteur, à Wasquehal. Le fléau dure encore.

Dernières Nouvelles Régionales

..UN HOMME FRAPPÉ A COUPS DE HACHETTE A HAUTMONT. — Arrestation du meurtrier. — Lundi, vers une heure du matin, M. Dindin, épicier-logeur, à Hautmont, rue de la Providence, a été frappé à coups de hachette par un de ses pensionnaires, Pierre-Joseph Mees sujet belge, 44 ans, domicilié à Jodoigne (Belgique). Le meurtrier, qui s'est enfui aussitôt, a été arrêté, mardi matin, à Quévy (Belgique), par les gendarmes d'Aulnois, qui l'ont transféré à la prison de Mons.

M. Dindin a été transporté à l'hôpital dans un état désespéré.

COUR D'ASSISES DU NORD

Audience du mardi 11 juillet 1922

Affaire de mœurs, à Cousoire. — Paul Soumillon, maquignon, est condamné à 2 ans de prison et 50 fr. d'amende.

TENTATIVE D'ASSASSINAT, A LILLE

L'accusé est Nicolas Graisson, 61 ans, marchand forain, domicilié à Bruxelles. Marié à Hortense Kikens, cette dernière le quitta pour suivre Charles Jacob. Craisson vint les rejoindre à Lille, et les ayant recontrés dans un estaminet, il déchargea sur eux les six balles de son revolver. La femme Craisson et Jacob ont été grièvement blessés.

L'accusé, qui a de nombreux antécédents judiciaires, est condamné à la réclusion à perpétuité.

Attentat aux mœurs, à Wazlers. — Deux indigènes, originaires de la côte des Somalis, Ali ben Assen et Ahmed ben Hadj, accusés d'attentat aux mœurs, sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Dernières Nouvelles Sportives

Le Tour de France Cycliste

LE CLASSEMENT GENERAL APRÈS LA 9e ETAPE : TOULON-NICE

1er, Alavoine, en 138 h. 5'10 ; 2e, Lambot, en 138 h. 24'11" ; 3e, Lenaers, 138 h. 4'53" ; 4e, Christophe, 138 h. 26'47" ; 5e, Hector Heusghem, 138 h. 34'40" ; 6e, Desponin, 139 h. 16'23" ; 7e, Tiberghien, 139 h. 37'54" ; 8e, Sellier, 139 h. 36'29" ; 9e, Tuyn, 140 h. 40'5" ; 10e, Cay, 140 h. 40'49" ; 11e, Rossius, 140 h. 52'3" ; 12e, Deky, 142 h. 9'35" ; 13e, Masson, 142 h. 16'7" ; 14e, Aranicourt, 142 h. 27'17" ; 15e, Pelletier, 142 h. 45'16" ; 16e, Louis Heusghem, 143 h. 2'6" ; 17e, Muller, 143 h. 39'20".

LA GRANDE SEMAINE AUTOMOBILE DE STRASBOURG

Strasbourg, 11 juillet. — C'est demain que commence le grand prix des Motocyclettes, la Grande Semaine Automobile qui se tiendra pour la première fois à Strasbourg, et qui sera marquée par le grand prix de l'Automobile-Club, la grande épreuve pour voitures de course, reprise pour la première fois depuis la guerre l'année dernière sur le circuit du Mans.

Situé à proximité de Strasbourg, le circuit mesure exactement 13 kilom. 380 sur une route excessivement carrossable. Sur tout le parcours, la route est assez large pour permettre aux voitures de se doubler.

Le trajet ne comporte que trois virages sérieux nécessitant un franc ralentissement.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS. — Liverpool, 11 juillet. — Ventes, 8.000; importations, 17.900; américain et brésilien, baisse, 19; égyptien, inchangé.

Clôture. — Juillet, 12.93; août, 12.73; septembre, 12.58; octobre, 12.47; novembre, 12.31; décembre, 12.19; janvier, 12.16; février, 12.03; mars, 11.90; avril, 11.90; mai, 11.83; juin, 11.75.

Sakellaredis. — Juillet, 18.50; août, 18.55; septembre, 18.60; octobre, 18.70; novembre, 18.70; décembre, 18.80; janvier, 18.80; février, 18.90; mars, 19.00; autres mois, incotés.

New-York, 11 heures. — Octobre, 22.10; décembre, 21.86; janvier, 21.87; mars, 21.88.